**Abdelhafid Hammouche**
*Institut de Recherche et de Formation pour les Acteurs Sociaux . Lyon.*

# LA VILLE ET LES RAPPORTS DE GENERATION(*)

La relation entre famille et ville est continue, si l'on peut dire, mais se trouve plus manifestement mise en évidence lorsqu'elle est mise en tension dans les temps-charnières de la vie familiale, c'est-à-dire, pour la famille française, à la fin de l'adolescence et lorsque le vieillissement limite les capacités des individus. C'est autour de la mobilité, principe caractéristique de la ville, que se trouve alors éprouvée l'économie familiale, et plus particulièrement à propos de l'autonomie des individus, principe de fonctionnement de la famille « relationnelle » contemporaine. Ce sont donc les temps de fissuration, qui ponctuent des processus de fusion (après l'enfance) ou qui les réajustent (la nouvelle relation qui s'instaure avec la « dépendance »), et qui deviennent des révélateurs du rapport à la ville. Dans les deux cas de figure la famille se mobilise, ou fait défaut, pour accompagner les siens. Les solidarités se trouvent mobilisées, pour constituer une nouvelle famille ou au moins pour se dégager plus ou moins complètement de la famille d'origine ou pour sortir du cadre traditionnel et entamer une ultime étape.

Aujourd'hui, la question de la parenté semble définitivement déconnectée de celle de l'urbanité, hormis sous l'angle du logement[1]. Pourtant cette relation semble transparaître lorsque émerge tout un questionnement relatif aux rapports de générations qui ne se présente presque jamais sous cet angle, mais plus couramment au travers de la problématique des « jeunes » et des diverses difficultés supposées être les leurs ou des tensions qu'ils génèrent. Ce mode de problèmatisation tend à désigner une catégorie, concentrant sur elle un questionnement et écartant du coup les autres protagonistes. Une première déconstruction consisterait d'abord à rétablir l'espace de relations dans lequel cette question émerge, et a réintroduire, entre autres éléments, le rôle des adultes. Evidemment cela oblige à toute une série de définitions pour préciser ce que l'on entend par « jeunes » et « adultes ». On peut aussi contextualiser et porter un regard distancié sur les moments où s'énonce cette question, ce qui évite un jeu de définitions trop formelles, et permet d'élaborer par à-coups, et à partir des situations invoquées, des « contours ». On verrait alors des positions et des distances révélatrices de l'espace social où s'inscrivent ces problèmatisations et on introduirait de la sorte un questionnement au croisement de l'urbain et des rapports de génération, au-delà il est vrai de ce qui a trait à la parenté à proprement parlé.

D'une certaine manière après avoir été appréhendée en tant qu'espace relationnel, parce que l'interactivité devenait incontournable, la famille, aujourd'hui, dans un contexte où la ville est souvent présentée comme une impasse, devrait être interrogée sous l'angle de l'urbanité. Le centrage de la vie familiale sur les échanges s'est traduit par un intérêt accru de la sociologie de la famille à l'espace domestique et aux évolutions de statut, notamment celui des femmes-mères et celui des enfants (ce qui ne peut que rejaillir sur celui de l'homme-père). Mais ces évolutions n'ont guère été questionnées en termes d'effets dans et sur l'espace.

C'est une réflexion sur la relation entre la ville et la famille, et plus largement à la parenté, sous l'angle des rapports de génération qu'on aimerait amorcer ici, notamment à partir des quartiers où cette dimension semble la plus problématique, (mais pas seulement) et lors de phase de vie comme la « décohabitation » ou la « dépendance » en avançant l'hypothèse que les rapports à l'environnement conditionnent largement la mise — ou le maintien — à distance de la famille, et en illustrant notre propos des fruits de recherches et d'études relatives à la « décohabitation » des enfants et à la « gérontologie ». En ce sens,

---

1 Bonvalet C., « Sociologie de la famille, sociologie du logement : un lien à redéfinir », *Sociétés Contemporaines*, 1997, n° 25, p. 25-44.
Terrail J-P., « La sociologie des interactions famille/école », *Sociétés Contemporaines*, 1997, n° 25, p. 67-83.

(*)Je tiens à remercier Philippe Fritsch pour ses nombreux conseils.

l'intégration dans le quartier, pour les plus âgés, comme pour les plus jeunes — et parfois de manière paradoxale pour ces derniers qui ne peuvent plus s'extraire de ce milieu — constitue une sorte de réserve pour construire ou préserver un minimum d'autonomie.

## LA VILLE ET LES RAPPORTS DE GENERATION

Un peu à l'instar de la déviance en milieu urbain mise en relief par l'Ecole de Chicago on pourrait lire les évolutions récentes comme les effets de desserrement du cadre de sociabilité de référence. Dans le cas des migrants de Chicago, c'était, entre autres éléments, le détachement de la communauté villageoise d'origine qui agissait comme déclencheur. La ville française aujourd'hui, par comparaison, semble désertée des modes d'encadrement qui prévalaient il y a encore quelques décennies et, plus largement, abandonnée de toute forme de filiation entre générations. La ville se donne à voir beaucoup plus livrée à « l'inconnu ». Pourtant de multiples connivences, de signes de reconnaissance, organisent les croisements, mais avec semble-t-il une plus grande zone d'incertitude. Cette dimension introduit un questionnement qui peut s'entendre en termes de face à face, au sens de E. Goffman, et de construction de rôle, mais gagnerait à être déclinée dans le contexte actuel sur le registre de « l'assurance » de soi, et plus précisément celui de l'autorité, non pas l'autorité entendue hiérarchiquement ou même celle qui se joue dans l'enceinte familiale, mais celle qui réfère à un « crédit » de position. Une telle approche complexifie certaines questions d'actualité, comme par exemple « la violence à l'école ». Certes, les facteurs socio-économiques, largement évoqués d'ailleurs, pèsent lourdement dans la sociabilité des quartiers dits sensibles, mais n'expliquent pas complètement l'aggravation des problèmes. La crédibilité des adultes présents, dans l'enceinte scolaire comme dans les quartiers en question, se révèle aussi un des éléments déterminants et pourrait être problématisée sous l'angle des conditions sociales de l'autorité. La ville est un espace de relâchement des contraintes des sociabilités primaires mais les quartiers industriels avec ses espaces de transition offraient une étape dans le processus d'affranchissement des individus de leur appartenance primaire. Cet espace de transition était cadré, socialement et spatialement, par la relation au travail et conditionnait les rapports entre générations et entre groupes. La relation plus problématique au travail, qui n'agit plus comme médiation, perturbe ces rapports et génère d'autres formes d'ancrage dans ces territoires. On le voit mieux avec les « jeunes » qui se les approprient sans que se forge, ni entre eux ni entre générations, une véritable entraide.

Cette relation problématique entre générations se vérifie d'une part dans l'espace du quartier (conditionnant l'action publique) et, d'autre part, au travers des relations de parenté.

## DANS L'ESPACE PUBLIC DU QUARTIER

C'est autour de ce thème des jeunes, pas toujours explicitement énoncé en tant que tel, que depuis une vingtaine d'années se multiplient des interventions dans les banlieues. Pour la plupart, ces interventions se définissent à partir de moult études dont une grande partie contient des données socio-démographiques : ce sont là des caractéristiques du peuplement qui permettent de connaître les locataires des organismes HLM et qui, bien souvent, indiquent la présence prolongée d'enfants en mal d'emploi stable (ou au moins d'un statut offrant quelque garantie). Ce déficit de mobilité, si l'on peut parler de la sorte, peut s'interpréter comme une décohabitation empêchée qui pèse sur la vie sociale de ces quartiers et perturbe considérablement les rapports de générations. Les problèmes ne se limitent pas à l'enceinte domestique mais tendent à rejaillir sur la vie du quartier où la présence des jeunes pèse plus fortement comme on peut le constater dans les quartiers considérés comme les plus « sensibles ». Ainsi, dans un des arrondissements de Lyon, trois quartiers comptent entre 23% et 40% de jeunes de moins de 20 ans : ils représentent 23% aux « Etats-Unis », sur une population de 13334 habitants ; 35,5% à « Mermoz »,

sur 4887 habitants ; 40,5% à « Langlet Santy », sur une population de 2217 habitants. On note une proportion croissante pour les quartiers les moins peuplés, et si l'on se réfère à un des quartiers les plus « repéré », celui de « Mermoz », on peut avancer le taux de chômage (40% pour les 15-24 ans) et le taux de surpeuplement (21% de logements sur-occupés sur les 1508 logements sociaux que compte le quartier) pour caractériser la position des jeunes et en partie de leur famille sous l'angle du logement[2]. Cette sur-représentation dans les « petits » quartiers ou les sous-quartiers se vérifie également dans les villes de banlieue comme on le constate à Vénissieux. Dans un des quartiers — « Lénine » — de cette ville, dans un immeuble comptant 85 logements, dont bon nombre sont inoccupés, les jeunes ayant plus de 16 ans représentent 44,65% de la population[3].

Il en résulte dans les espaces de ces quartiers une co-présence de « jeunes » adultes et d'adultes marquée de tension avec des effets de déstabilisation des seconds sans que, pour autant, les premiers acquièrent un véritable statut. Cette tension constitue une phase dans le processus de repositionnement des âges et s'inscrit dans l'histoire récente des rapports adultes-jeunes. On est tenté, en effet, de considérer que depuis la Seconde Guerre l'âge-pivot est moins « l'âge adulte », qui reste néanmoins un temps de confirmation de l'identité sociale, que celui de l'adolescence, qui se confond plus ou moins, selon les définitions, avec celui de « jeunesse », et qui sont autant de notions socialement construites. L'âge en question se définit difficilement, et c'est d'ailleurs une de ses caractéristiques. Il évolue, dans le sens d'un prolongement depuis un demi-siècle, et tendait à signifier d'abord une période de découvertes et de « conquêtes » (sur divers registres — celui des loisirs, des ressources...) accompagnant le passage d'un statut d'enfant à celui d'adulte avec une plus large autonomie. Ce temps de transition est une mise à l'épreuve socialement encadrée : c'est durant cette période que se jouent héritage social et projections qui en découlent. On se défait — ou on renégocie — l'emprise de la famille, éventuellement du quartier, et on construit progressivement un parcours qui mène à une position sociale, à une « nouvelle » famille. Sur ce dernier point, celui de la rencontre amoureuse souvent présentée déliée de toute considération sociale (comme en ce qui concerne la scolarité ou la recherche d'un emploi), l'empreinte sociale est tout aussi discriminante et participe à la délimitation de circuits sociaux qui conditionnent ce processus « d'affranchissement » relatif. Après avoir représenté l'expression d'un mode de vie qui valorise « l'épanouissement » de la personne et le temps des plaisirs, la « jeunesse », aujourd'hui, illustre le rapport à la « crise » et incarne l'exposition aux « risques » et aux incertitudes. La transition orientée — entre scolarité et emploi, souvent à proximité du quartier de résidence — équivaut dans le contexte d'aujourd'hui, pour les plus « fragiles », c'est-à-dire les moins bien dotés en capital scolaire et social, à un processus « d'exclusion ». Ce sont alors des SDF, ou des « jeunes de banlieue » qu'on évoque pour signifier une sorte d'impasse. Dans certains quartiers, ces derniers sont devenus une catégorie « repoussoir » et attestent d'une difficulté relationnelle entre adultes et jeunes. La difficulté à assumer une autorité, ou au moins à s'inscrire dans une relation durable, de la part des adultes, indique une inversion paradoxale : ces derniers connaissent bien souvent une détérioration de leur position sociale et, pour la plupart, manquent de liens stables entre eux (et notamment avec les parents des jeunes) et du coup d'assurance pour jouer le rôle de « garant » qui leur revient ; ce sont les jeunes — dépourvus de « mémoire », au sens d'une histoire transmise par la génération précédente, et de perspectives claires — qui s'approprient les espaces de croisement dans le quartier et jouent un rôle de « pôle » structurant. Au delà de cette difficulté apparente, c'est l'ensemble des relations — au sein de la famille sous l'angle de

---

2 Hammouche A., « Diagnostic-action : l'animation en direction des 13-20 ans sur Lyon 8° », ALFA, 1991.

3 Hammouche A., « Lénine Vénissieux (Tour 19). Réhabilitation et dynamiques sociales », ALFA,1992.

la gestion de l'autorité, dans l'espace scolaire et au travers des rapports de générations, dans la rue et en considérant la sociabilité — qui se trouve éprouvé.

Dans les quartiers, les rapports lors des rencontres peuvent se donner à voir comme respectueux ou plus ou moins formels, voire comme irrespectueux à l'égard des adultes en général, et parfois, mais moins fréquemment, avec les parents. Cette variation s'exprime dans le jeu d'appropriation des lieux interstitiels, ceux-là qui, comme les entrées d'immeuble, obligent au croisement. L'usage de ces espaces, par la seule présence des jeunes et les réactions qu'elle suscite, révèle ce processus d'appropriation. L'espace physique du quartier dans son ensemble est pris dans ces tensions même si il existe des lieux délaissés par les adultes et apparemment sans véritable enjeu. Leurs usages n'est pas réservé aux seuls jeunes du quartier mais hors des parcours ordinaires, parfois situés en position de repli, ces lieux deviennent ceux "du secret, lieux interstitiels... presque exclusivement utilisés par les jeunes extérieurs à la cité qui n'y sont que de passage et par ceux qui, "membres" du groupe, sont le plus engagés dans une dynamique marginale."[4] La cité la plus "fermée" sur elle-même reste néanmoins appréciée dans une "hiérarchie des espaces de vie"[5].

La visibilité, le champ de vision qu'offre le lieu sont autant de facteurs considérés. Il s'agit de voir, et, depuis les éventuelles interventions des locataires à celle de la police, de se préparer soit à une riposte, soit à une fuite. Bien sur, la dimension saisonnière intervient également et les groupes se déplacent en fonction des abris que la cité offre, mais dans tous les cas, on apprécie l'angle de surveillance : "ici on peut voir venir tout le monde, on n'est pas surpris, et on peut partir partout, on est pas coincés"[6].

L'environnement compte, et en même temps n'apparaît pas en tant que tel. C'est plus le souvenir des espaces en friche, et les successives étapes d'appropriation qui sont évoquées. Comme si l'avancée en âge pour les jeunes se traduisait par des avancées territoriales, sans balises, et avec chaque fois des innovations en termes de pratiques. C'est aussi le rapport aux cités et quartiers de la région. Certains lieux accueillent plus ou moins régulièrement des jeunes venus en voisins, en passagers ou en permanents. On le voit, par exemple, dans la région stéphanoise, avec le quartier du Montcel à la Ricamarie dans la Loire, apprécié par des jeunes de la ville voisine, le Chambon Feugerolles, et de la ville centre, Saint-Etienne, et notamment d'un de ses quartiers, Montreynaud. Dans le Rhône, on peut prendre l'exemple de Bron, où dans certaines cités on retrouve des jeunes gens de passage venus de Vénissieux, ou plus installés et venant de Givors et Gigny, dans le même département. Les raisons de cet attrait sont multiples : relations établies dans le cadre de la scolarité, réseaux familiaux, et perception de potentialités. Celles-ci concernent aussi bien le loisir, les trafics et autres délit.

Mais au-delà de ces diversités, la relation jeunes-adultes, et parmi les jeunes sont compris les enfants, est le socle de cette dynamique. Une dynamique qui est aussi le reflet d'une histoire et d'un mode de structuration des relations sociales entre générations s'amorce dès les débuts de ce type d'habitat Dès les années 60, dans les quartiers d'habitat social, ou dans certaines copropriétés, comme à Fontaine par exemple (Bâti-Coop), les enfants s'inscrivent dans une relation semi-ludique avec l'environnement. Les coursives, les allées et les alentours, les caves pour les immeubles qui en sont pourvu, deviennent autant de territoires où on se croise dans le respect, dans une insolence naissante, ou, parfois, dans un rapport de provocation.

C'est pour le dire schématiquement, un jeu d'appropriation qui participe d'une urbanité ludique, et en partie relativement recluse, qui se constitue à partir de la multiplicité des rencontres mais en tendant à cantonner et à

---

4 Chobeaux F, "Identité collective de jeunes en difficulté d'insertion sociale", *Hommes et Migrations*, n° 1180, octobre 1994, pp. 23-29.

5 Lagrée J-C., "Interactions locales dans l'espace résidentiel", *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 27, juillet 1985, p. 57-67.

6 *Ibid.*

limiter les rapports d'altérité entre les générations et les groupes sociaux et ethniques[7]. On pourrait considérer que les mises à distances qui se travaillent, ou se consacrent, dans ces lieux sont des amorces de civilités et contribuent à façonner, progressivement ou brutalement, de manière dialectique ou aléatoire, des arrière-plans à l'espace public, dont les délimitations sont plus flous, et dont la structuration dépendra, plus ou moins directement, plus ou moins rapidement de ces échanges dans ces coulisses, où sans être en privé on est entre soi, c'est-à-dire surtout sans intermédiaire ni recours, donc livré à ces espaces et leurs contextualisations. Les positions sont relativement indéterminées, et non plus fixées, si l'on peut dire, par les âges.

D'une certaine manière il y a une « non-reconnaissance » réciproque qui ébranle les fondements même de l'ordre public et complique les interventions s'inscrivant dans le cadre d'une action publique. Celle-ci continue, dans la configuration actuelle, à se concevoir dans une fonction de régulation dont l'efficience est subordonnée à une socialisation primaire produite au sein de la famille mais aussi au travers de rapports de générations structurants — ceux-là même qui posent problème. On le voit avec les multiples agressions qui tendent à s'inscrire dans le paysage urbain ; la ville, de libératrice de toute attache qui entravait l'affirmation de soi, est devenue une impasse pour bon nombre de ceux qui sont désignés par le vocable « défavorisés ».

## FAMILLE ET QUARTIER

Certains quartiers connaissent plusieurs paliers de « basculement » dans la « dégradation » qui illustrent la relation entre parenté et ville[8]. La présence de parents à proximité, dans le quartier ou à faible distance, constitue un premier point de « résistance » ou, pour certains jeunes, un premier palier de retrait en cas de difficultés au sein de la famille. Certains logeurs sociaux valorisent d'ailleurs ce facteur et parlent de « grappes » pour dire une forme de famille étendue ainsi constituée et à laquelle ils prêtent des vertu de stabilité et de solidarité. Les relations entre jeunes peuvent constituer un second palier avec des aides diverses en cas de crise – hébergement, nourriture... Les lieux en retrait dans le quartier, comme les caves, offrent un troisième palier avant le détachement territorial.

Plus largement, la « décohabitation » reflète une évolution sensible qui peut s'interpréter comme effet de la situation de l'emploi mais aussi comme complexification des rapports familiaux. Les départs, les ruptures, les relations ne se modifient plus aussi nettement à l'issue d'un âge de transition qu'est la jeunesse. Les départs sont parfois progressifs, avec parfois des alternances résidentielles ou des installations durables durant les études suivies d'un retour dans le giron familial[9]. Les aides des parents peuvent se multiplier, soit lors de retours, soit pour accompagner l'installation. Les aides publiques également se diversifient, notamment par le biais du logement, et tendent à faciliter l'installation des jeunes[10]. On le constate globalement : depuis le début des années 80, la constitution de couple et/ou le départ de chez les parents sont plus tardifs. Cette tendance se vérifie autant pour les hommes âgés de 20 à 24 ans - dont 59,8% vivent en 1995 chez leurs parents contre 51,2% en 1982 – que pour les femmes de même âge. Celles-ci étaient 49,1% en 1995 à vivre chez leurs parents contre 37,8% en 1982. Concernant les unions, les hommes de cette tranche d'âge n'étaient plus que 10,7% à vivre en couple en 1995 contre 19,6% en 1982. Pour les femmes, les taux sont de 26,7% en 1995 et de 41,8% en 1982. En moyenne, pour l'ensemble (hommes-femmes) les chiffres

---

7 cf. Chamboredon J-C., Lemaire M., "Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement", *Revue française de sociologie*, n° XI-1, 1970, pp. 3 à 33

8 Defossez J., Haeringer J., Hammouche A., L'exclusion, la marginalité des jeunes de moins de 26 ans dans le bassin chambérien, *Sasson et Sauvegarde de l'Enfance et de l'adolescence de Savoie*, juillet 1996.

9 Villeneuve-Gokalp C., « Le départ de chez les parents : définition d'un processus complexe », *Economie et Statistique*, 1997, 304-305, p. 149-189.

10 Hammouche A., Roudnitzky C., *Capitalisation et diffusion d'expériences régionales innovantes en logement jeunes*, ALFA-CREPAH, 1995, 121 p.

sont de 54,5% de jeunes vivant chez leurs parents en 1995 et de 45,6% en 1982. Ramené à une même structure d'activité, c'est-à-dire en tenant compte des évolutions des taux de scolarisation, d'activité et de chômage, la part en 1995 des hommes vivant chez leurs parents est de 57,3%, celle des femmes est de 41,7%, et de 50,3% pour l'ensemble. Quant à la part des jeunes vivant en couple, à structure d'activité constante, elle est, toujours en 1995, de 14,9% pour les hommes, de 37,1% pour les femmes et de 25,1% pour l'ensemble[11]. On mesure cette tendance également par l'âge médian de départ de chez les parents pour la génération née en 1963, où la moitié des jeunes quittent leurs parents avant 21 ans, et la génération née en 1970, où le départ s'effectue après 23 ans[12]. Pourtant cette évolution n'est pas linéaire ; car si la proportion de ceux qui vivent chez leurs parents augmente durant les années 80, avant de se stabiliser début des années 90 puis de croître à partir de 1993. Ces données reflètent des effets découlant de l'allongement des études, de la crise de l'emploi, mais aussi des changements de comportements. Les rapports de proximité affective au sein de la famille jouent dans le sens d'une atténuation des tensions qui, notamment dans les années 60, incitaient au départ. Bien plus fréquemment, aujourd'hui, l'instauration d'une relation sentimentale durable et les débuts d'engagement dans la vie professionnelle peuvent aller de pair avec le maintien dans la famille. Sans doute ces « tentatives », autant sur le registre affectif que social, se vivent d'autant mieux comme premières phases, comme des temps d'essai, que la famille permet d'assurer ses arrières. Cet appui n'est pas également offert — selon les milieux sociaux, même si l'effet de cette variable est nettement moindre en 1995 — et on le constate mieux encore dans les quartiers d'habitat social. Certaines catégories de jeunes pourtant connaissent des difficultés telles que cette phase de décohabitation perdure de nombreuses années avant que ne s'esquisse une éventuelle évolution. Dans bien des cas les ruptures se multiplient au sein des familles, à moins que les « cohabitations » ajoutent des tensions aux tensions liées à diverses difficultés sociales[13].

C'est dans ce cadre que se restructurent les relations de parenté, au sens propre comme au sens figuré. Les « proches » s'avèrent des personnes ressources, ou au contraire, des pôles de tension.Le détachement de la famille est bien souvent problématique. Lorsque la relation au départ est bonne, l'appui de la famille peut prendre diverses formes : d'abord des visites fréquentes lors d'installation en logement « autonome » et des aides multiples concernant l'alimentation, les vêtements, etc. Dans certains cas l'aide d'associations, de travailleurs sociaux ou d'autres intermédiaires favorisent le départ de la famille et surtout l'installation dans des lieux aidés (logement, foyer ...). Pour d'autres, la difficulté à quitter l'enceinte familiale se traduit par une dégradation des relations dans l'espace domestique. Dans ces cas, le quartier offre une première forme de refuge et on voit dans certains quartiers des appartements « squattés » ou des caves utilisées par des jeunes comme lieu de repli. Outre ce qui, de prime abord, relève de ce que d'aucuns nomment l'économie souterraine, ces lieux permettent l'accueil de jeunes du quartier, ou d'ailleurs, et une entraide plus ou moins consistante. La relation à la famille devient distante et/ou intermittente, se gérant parfois par à-coups et par mobilisation ponctuelle. Il en sera ainsi, par exemple, pour telle famille monoparentale où la mère pourra recevoir de temps à autre son fils, essentiellement lorsque ses ressources le lui permettent, dira-t-elle. De son côté le fils tiendra compte de cette conjoncture et tentera de ne réapparaître que lorsque cela lui semblera possible (« C'est ma mère qui m'a proposé de partir. J'ai dit, j'aurais toujours des contacts, puis elle m'a dit : si ça peut te faire arriver déjà dans la vie et te faire réfléchir, tant mieux pour toi... »[14]... « C'est sûr quand je retourne...j'ai pas de problème de logement. Je vais voir ma mère, elle a un petit studio...»[15]).

---

11 Source INSEE.

12 Galland O., Meron M., Les frontières de la jeunesse, *Données sociales* 1996, Paris, INSEE, p. 324-327.

13 Hammouche A., Diagnostic social. Le Montcel La Ricamarie, ALFA, 1991.

14 Defossez J., Haeringer J., Hammouche A., L'exclusion, la marginalité des jeunes de moins de 26 ans dans le bassin chambérien, *Sasson et Sauvegarde de l'Enfance et de l'adolescence de Savoie*, juillet 1996 , p. 43.

15 Ibidem, p. 27.

On voit des jeunes hommes, beaucoup plus souvent que des jeunes filles, se « construire » une maîtrise progressive de la rue et gérer cet espace en fonction de l'évolution des possibilités qu'ils ont de réinvestir la famille. C'est le cas de B. qui a connu « très tôt les caves» où il se réfugiait lorsque son père — agent hospitalier en préretraite — le corrigeait durement, « des fois même la nuit » dit-il pour souligner la peur qui était la sienne lorsqu'il attendait son retour. C'était par périodes que le père manifestait brutalement son intérêt pour la scolarité de son fils, essentiellement en vérifiant certains résultats et en le punissant. Certains lieux du quartier, les caves puis par la suite les appartements vacants squattés, sont devenus des endroits de repli où se nouent et se confortent des relations d'amitié et d'entraide. Mais outre cet arrière-plan qui lui permet de s'affranchir un tant soit peu de la dépendance à la famille, B. occupe au fil des années une place en vue dans le quartier d'abord auprès de ses camarades de même âge, puis ensuite également aux yeux des adultes. Il passe, aux yeux de ces derniers, pour quelqu'un « qui est généralement respectueux », c'est-à-dire qui « n'embête » pas les adultes sauf ceux qui sont « eux-mêmes irrespectueux ». Il s'impose auprès de ses camarades autant par les coups de poing que par son humour. Le quartier est bien son territoire et il alterne, selon les saisons et l'état de ses amitiés, les solutions — l'hospitalité chez les uns ou chez les autres, à moins de se réfugier dans les lieux de repli — pour organiser ses phases de mise à distance de sa famille. Il se détache bien un tant soit peu du quartier, notamment lorsque ses courtes périodes de travail en intérim l'amène à se déplacer. Mais hormis ces épisodes il tend à s'y cantonner même lorsque il se lie « sérieusement » avec une jeune fille d'un quartier voisin qui se met, elle aussi, à fréquenter assidûment le groupe de copains. C'est bien plus tard qu'ils s'installeront dans un appartement situé dans une ville voisine avant de revenir, au bout de quelques années, dans le quartier. Les relations qui se nouent à partir de cette nouvelle position avec la famille, en l'occurrence avec les parents mais aussi avec les frères et sœurs dont certains habitent également le quartier, tendent à instaurer une entraide qui se définit selon la conjoncture (chômage, dispute entre les uns et les autres ...). Mais on le sait bien, le mariage, ou plus largement la mise en couple, constitue une autre étape de la restructuration des rapports familiaux. Ceux-ci peuvent se maintenir et s'intensifier au titre d'une entraide économique, comme l'on démontré Young et Willmott[16] en soulignant la persistance des relations au quotidien dans un quartier de Londres — Bethnal Green — et la constitution de fait d'une famille étendue qui se trouvera mise à mal par l'évolution urbaine.

C'est une sorte de transition où le quartier joue un rôle de réserve qui caractérise cette décohabitation où se renégocie les rapports entre générations. C'est également un réaménagement des rapports de génération qu'implique une autre « décohabitation » lorsque celle-ci s'impose au titre de la « dépendance ». Pour les personnes âgées le territoire sur lequel s'inscrit leur histoire peut constituer un point d'appui pour éviter ou atténuer une mise à l'écart.

## VIEILLISSEMENT ET INTEGRATION SOCIO-URBAINE

Lors du vieillissement la relation à la ville et plus précisément au quartier peut également constituer un élément problématique. C'est à partir de la notion de « maintien » que l'action publique, depuis les années 60, a consacrée l'idée d'intégration au quartier avant d'introduire, plus récemment, la notion de proximité qui s'est imposée pour définir la relation à divers publics comme ce fut le cas pour les personnes âgées. Concernant le vieillissement on peut penser qu'il s'agissait d'organiser des services au plus près des personnes âgées. Cela consacrait d'une part l'intervention de tiers par rapport aux membres de la famille, en l'occurrence les services de soins, en même temps qu'on affichait la volonté de minimiser la rupture lorsque se posait la question d'un éventuel placement en maison de retraite. La question du vieillissement a pris une certaine ampleur avec l'allon-

---

16 Young M., Willmott P., *Le village dans la ville*, Paris, Centre G. Pompidou CCI, 1983.

gement de la vie et l'augmentation des personnes âgées, qui sont 8,4 millions à avoir plus de 65 ans en 1990. Parmi ces derniers, 53% vivent en couple, 30% vivent seuls et 11% vivent « sans conjoint dans des ménages de plusieurs personnes »[17]. On sait que les femmes sont plus nombreuses (5 millions contre 3,3 millions d'hommes) et qu'elles constituent la grande majorité des personnes seules (2 millions de femmes seules, contre 500000 hommes). Lorsque les personnes âgées se retrouvent seules, ce sont plus les femmes qui cohabitent avec d'autres membres de la famille (les hommes sont 5% à être dans ce cas — « sans conjoint dans des ménages de plusieurs personnes » — entre 60 et 79 ans, alors que les femmes sont 14% dans cette situation entre 75 et 79 ans)[18]. On ne sait pas qui héberge qui dans ces derniers cas — le recensement ne le dit pas — et il est des situations où c'est le parent accueille l'enfant[19].

Lorsque le vieillissement se pose en termes de « dépendance », l'ensemble des relations, intra familiales et avec l'environnement social, se trouve questionné. La structure de la famille, la présence de plusieurs générations, et éventuellement de deux générations de retraités, la présence et la santé du conjoint, le type de rapports de solidarité qui se sont façonnés au fil des années mais aussi la connaissance des dispositifs de soins et plus largement ceux d'aide et d'animation sociale conditionnent les réponses.

On voit, au travers de plusieurs enquêtes concernant des copropriétés et portant sur l'évolution des statuts d'occupation, des stratégies de rapprochement résidentiels qui s'affirment plus nettement au fil du temps. D'une part, les enfants âgés de 40 à 60 ans affirment tenir compte de la condition de leurs parents pour gérer leur carrière, d'autre part les parents mettent en relation leur choix d'habitation avec la localisation et la résidence de leurs enfants. L'affirmation des enfants ne recouvre pas les mêmes opportunités de carrière et sans doute faudrait-il plus de précisions concernant les différents enfants pour lire les choix d'habitation en fonction des possibilités économiques et des histoires affectives. Mais il n'en reste pas moins qu'on entrevoit un jeu d'ajustements pour préparer au mieux les temps de dépendance que les parents et les enfants supposent meilleurs avec des rapports plus rapprochés. En tout cas la mobilité ne cesse pas nécessairement avec le vieillissement. On le mesure avec les changements de logements et on constate ainsi que entre 1982 et 1990, ceux qui ont entre 70 et 79 ans sont un peu moins de 20% à déménager alors qu'ils sont plus de 30%, parmi les plus de 90 ans, à l'avoir fait[20]. Ce sont les couples qui changent le moins, alors que les personnes hébergées en collectivités sont les plus nombreux à changer de résidence.

La considération des services de proximité ne se limite pas, dans bon nombre de cas, au soins. Plus fréquemment il est fait état de la volonté de maintenir une « activité sociale », notamment en participant à la vie associative et aux activités animées par les équipement de quartier. Cela ne « soulage » pas pour autant les familles, mais indique surtout une inclination à ne pas se déconnecter, tant que la santé le permet, d'une vie sociale pour laquelle on veut rester « actif ».

La relation à ces services de proximité revêt aux yeux de certains une importance accrue d'autant qu'ils ne s'imaginent pas nécessairement pris en charge par leurs enfants. Il apparaît, selon une étude récente, que les souhaits relatifs aux aides, en cas de détérioration de l'état de santé, concernent d'abord l'aménagement du logement « avec des services complémentaires » (57%) bien avant l'accueil « dans la famille » (11%)[21]. Un

---

17 INSEE, recensement de la population.

18 Desplanques G., La situation familiale des personnes âgées, *Données sociales* 1996, INSEE, p. 303-309.

19 ALFA/ICARES, « Diagnostic de la politique gérontologique

20 Desplanques G., La situation familiale des personnes âgées, *Données sociales* 1996, op. cité.

21 ALFA/ICARES, « Diagnostic de la politique gérontologique à la ville de Grenoble », Avril 1997.

question complémentaire permet de noter que l'accueil en famille serait une réponse à « éviter en priorité » pour 24% des personnes interrogées. Sans doute les « histoires familiales » conditionnent largement ces rapports, mais en tout cas ces données nuancent l'idée de la solidarité familiale. La prise en charge par les enfants n'est pas jugée à tout coup comme une bonne solution. On peut interpréter cette position comme une position réservée à l'égard des siens et/ou le reflet d'une prise en compte des difficultés des enfants par les parents. Il y a d'une certaine manière anticipation sur l'impossibilité d'une prise en charge sinon au risque d'une perturbation importante de l'organisation et de la vie sociale des enfants.

La relation « urbaine » se mesure pour partie par les liens qui se tissent dans le quartier de résidence au fil des années. Ainsi plus de 80% des personnes âgées disent « pouvoir compter » sur quelqu'un du voisinage ou à proximité pour divers services. Il s'agit de « voisins » (54%), des enfants (41%), d'amis (39%), « d'autres membres de la famille » (21%). Ces différents appuis ne sont mobilisés qu'au terme d'un processus qui voit la personne âgée réduire d'abord son autonomie et prenant, pour toute sorte de choses, d'abord « sur elle-même ». Mais au delà de cet appel à l'aide, on constate que ces liens équivalent à un capital relationnel généré par une trajectoire et reflet d'une position sociale et d'une histoire. C'est tout un système d'échanges qu'on entrevoit, auquel continue à participer, même dans une moindre mesure, la personne âgée. L'environnement, entendu comme ensemble de relations, participe de la construction d'une marge de manœuvre autant pour éviter un placement et/ou un recours supplémentaire auprès de la famille que pour perpétuer une position active dans la vie sociale. L'appel ou la mobilisation de la famille n'est pas à tout coup jaugé positivement par le bénéficiaire ou par les aidants naturels. L'accroissement de l'aide peut se traduire par une relation plus suivie, éventuellement quotidienne, et représenter pour les uns comme pour les autres une charge mais aussi une forme de rétablissement de relation d'encadrement que tous ne supportent pas toujours.

La dépendance, à défaut d'être précisément définie (entre facteurs physiologique et sociaux), se traduit par une mobilité réduite. C'est cette notion de mobilité qui éclaire un tant soit peu les rapports à la ville.

On constate que la relation aux dispositifs se structure différemment selon l'histoire des individus et des quartiers de résidence. Mais là où les rapports à la famille sont éprouvés, il n'est pas rare que ces dispositifs servent d'intermédiaire, d'une part, pour atténuer la « dégradation » de la situation, et, d'autre part, pour limiter l'emprise des parents.

En l'espace d'une trentaine d'années, depuis les années 60, la conception de l'action publique (au sens large) en direction du « troisième âge » a bien évoluée. Schématiquement, dans un premier temps, il s'agissait d'éviter une rupture trop brutale avec l'environnement et de concevoir des dispositifs comprenant soins à domicile, domicile collectif, séjours ponctuels etc. Cette conception illustrait la consécration de la famille nucléaire et permettait aux actifs de s'affranchir pour partie de la charge que représentait les parents vieillissants. Aujourd'hui, sans remettre en cause cette action régulatrice, le souci est bien plus de freiner la croissance des dépenses dans ce secteur et de reconsidérer l'aide que peuvent apporter les familles[22]. Cependant, cette préoccupation budgétaire va de pair avec la recherche d'un maintien de l'activité sociale. C'est l'intégration au quartier qui est devenue un enjeu. Il est vrai qu'on ne le pense pas en termes d'augmentation des moyens mais d'optimisation de l'existant, avec une volonté affichée de mieux considérer les apports de la société (essentiellement les associations). Là aussi on pourrait évoquer la notion de « décohabitation », en termes de perspectives, c'est-à-dire avec ce qui peut paraître comme un inexorable détachement du cadre

---

22 Henrard J-C., Ankri J., « Les aléas d'une politique publique : l'action sociale et médico-sociale vieillesse », *Revue française des affaires sociales*, 1993, 4, p. 9-31.
Attias-Donfut C., « Dépendance des personnes âgées : pourvoyance familiale et pourvoyance sociale », *Revue française des affaires sociales*, 1993, 4, p. 33-51.

dans lequel s'est inscrit en partie la vie « active ».

Les témoignages de travailleurs sociaux intervenant depuis une trentaine d'années auprès des personnes âgées soulignent une évolution sensible du rapport avec le quartier. Ils distinguent la période des années 60, où la faiblesse des revenus et le faible confort du logement rendait un tant soit peu attractif le « foyer », équivalent d'une relative modernisation. Aujourd'hui, même si la question financière et parfois celle du logement restent des facteurs déterminants, les résidences ou les foyers présentent manifestement moins d'attrait, si l'on peut parler de la sorte, et sont même présentés parfois comme « l'antichambre de la mort ». On note d'ailleurs une baisse de la proportion des personnes âgées de 75 à 79 ans vivant « hors ménage » (en maison de retraite pour les deux tiers) entre 1968 et 1990. 4,5% des hommes vivaient hors ménage en 1968, ils ne sont plus que 3,2% en 1990. Pour les femmes, elles étaient 5,9% en 1968 et ne sont plus que 4,7% en 1990 (5,5% pour « l'ensemble » en 1968, contre 4,1% en 1990)[23]. C'est, toute chose égale par ailleurs, moins ces facteurs qui pèsent qu'un changement dans la perception du vieillissement et des attentes concernant l'après 60 ans. L'exemple d'une ancienne commerçante — veuve et âgée de 88 ans en 1997 — illustre ces changements. « Le mauvais calcul » par rapport aux cotisations « à l'époque[24] » s'est traduit par une « petite » pension, dont elle ne se plaint guère, mais qui l'oblige à être particulièrement attentive à ses dépenses courantes. Elle se dit peu dépensière et bénéficie de toutes sortes de « petits cadeaux » des commerçants actuels qu'elle a vu s'installer. Elle reçoit ainsi, sans véritable régularité, des légumes, de la viande...et entretient des relations qui lui permettent éventuellement de bénéficier de différentes aides — pour se déplacer par exemple. Ses enfants lui rendent quotidiennement visite, mais elle dit volontiers « qu'elle ne dépend pas d'eux ». Après le décès de son époux, elle découvrit diverses activités proposées aux personnes âgées de sa commune : elle s'inscrivit au théâtre avant d'accomplir avec un groupe son premier voyage à l'étranger.

Le décès du conjoint perturbe considérablement l'organisation du ménage et accentue ou révèle la solitude. On voit des femmes devoir subitement faire face à des taches — comme par exemple les démarches administratives — habituellement assumées par l'époux et qui, pour s'adapter à cette nouvelle conjoncture, font appel au voisinage, puis par ce biais, aux divers intervenants sociaux. C'est une fin de la solidarité et de l'autonomie à deux, celle du couple, qui est ainsi signifiée. Les aménagements peuvent impliquer l'aide de voisins, mais le plus souvent, les enfants accroissent leur aide et restent ou deviennent le socle relationnel à partir duquel se structure le quotidien. La préservation d'une autonomie est alors un enjeu qui mobilise autant les enfants que le parent vivant et oblige à des adaptations réciproques. Les visites — des enfants et éventuellement de travailleurs sociaux — sont alors encore plus nécessaires et ne suffisent pas pour autant à occuper toute une journée. L'épreuve que représente ce relatif isolement peut rejaillir psychologiquement, par une tendance au repli. L'attachement au quartier se vérifie parfois après coup, lors d'une hospitalisation par exemple où l'on constate que la personne âgée « perd tous ses repères ». Le départ du quartier est vécu comme une « rupture » d'un univers où s'inscrit le quotidien mais aussi l'histoire de la personne. La désorientation qui découle de ce détachement est vécue alors comme une fin d'histoire.

---

23 Source : INSEE recensements de la population

24 Durant les années d'activités, de l'après guerre au début des années 80, la référence au « mauvais calcul » rappelle la réticence des commerçants pour les cotisations, notamment pour ce qui est de la retraite.